
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLXXII.

Du Mercredi 30 Décembre 1789.

Nous avions promis de faire connoître l'adresse de la commune de Paris, relativement à la division du royaume. En voici les dispositions principales :

« On a proposé d'accorder à la capitale de l'empire une distinction, à laquelle son immense population pouvoit lui donner des droits, & de former d'elle seule réunie à sa banlieue un département particulier. Paris y eût gagné une dépendance plus immédiate de l'assemblée nationale & du roi. L'assemblée de ce département, formée presque en entier des citoyens de la capitale, eût été en quelque sorte une autre municipalité, chargée seulement de fonctions différentes. La ville de Paris eût été plus indépendante dans son régime intérieur. Le nombre des députés qu'elle peut avoir à l'assemblée nationale, lui eût été assuré, au lieu que faisant partie d'un grand département, elle partagera seulement avec le territoire entier la concurrence d'un plus grand nombre de places. Cependant la pluralité de ses habitans immédiatement consultée, a cru que ces avantages devoient être sacrifiés à des considérations plus importantes ;

Tome V,

V

Et le vœu que nous vous portons, arrêté par l'assemblée de représentans de la commune, a été consacré par l'adhésion de la majorité des districts.

» La ville de Paris ne demande pas un département particulier ; mais elle demande à faire partie d'un grand département , parce qu'alors la capitale confondue avec ce grand département dans ses relations avec les divisions voisines , excitera moins la jalousie , n'aura plus l'air d'opposer le vœu , les intérêts d'une ville unique aux vœux , aux intérêts d'une province entière. La ville de Paris desire qu'une liaison plus intime avec les pays qui l'entourent , étouffe entre elles & leurs habitans toute espèce de rivalité , & qu'une influence réciproque établisse une fraternité entière entre des hommes que des besoins communs ont unis par des rapports nécessaires. »

La commune fondeoit encore sa demande sur l'intérêt de ses approvisionnemens , sur la nécessité d'avoir des magasins de blé , de farine , de bois , de charbon , des établissemens de moulins , des marchés de bestiaux ; elle concluoit de-là que ses établissemens devoient être réunis sur un territoire soumis à une même autorité , à une autorité qui ne soit pas étrangère à la ville de Paris , & qu'ainsi un département convenoit mieux aux combinaisons d'un commerce libre.

» La ville de Paris , continuoit l'orateur , en désirant pour l'intérêt de ses approvisionnemens , d'être comprise dans un grand département , ne demande donc point à exercer l'empire sur ses voisins , comme on a pu l'en soupçonner : c'est la liberté , c'est la sûreté qu'elle réclame.

» On a dit que l'assemblée du département pourroit n'être pas toujours à Paris , mais l'intérêt de ce même département , est que cette assemblée réside dans la capitale , dans ce centre de toutes les grandes affaires.

dans cette ville où des motifs puissans appellent les citoyens de toutes les parties du royaume.

La commune, après avoir annoncé qu'elle se reposoit avec confiance sur les lumières & sur la justice de l'assemblée nationale, se flattoit qu'elle verroit dans ce desir de n'être pas distinguée du reste de la France, un sentiment conforme à l'esprit de ses décrets, & que les mots odieux de prérogatives, de privilèges sont bannis de la langue des habitans de Paris, comme de celle de tous les Français, & qu'elle desir de les voir ne former désormais qu'un peuple de frères entre lesquels il n'existe plus aucun droit d'ainesse.

L'orateur de la commune ne se dissimuloit pas combien les grandes capitales sont dévorantes, & combien ces colosses politiques peuvent effrayer la liberté; aussi s'est-il attaché à réfuter cette objection.

« Il faut dans un grand empire, a-t-il dit, un centre commun où se traitent toutes les affaires générales, où les pouvoirs qui agissent sur la nation entière soient constamment réunis, l'unité des opérations; l'économie, la prompte expédition des affaires, les calamités que produit nécessairement tout changement dans les rapports établis entre les parties de l'état, la sûreté même de la chose publique l'exigent impérieusement. Paris jouit de l'honneur d'être la capitale de la France depuis l'origine de la monarchie, & nous croyons pouvoir dire sans orgueil, que par sa conduite dans cette heureuse révolution, Paris n'a point mérité de le perdre. On a regardé les capitales comme le fléau des empires; Sans doute que sous un gouvernement despotique, ou même dans une république livrée à des partis, elle ne sont que des foyers de corruption & d'intrigue; mais pourquoi juger de ce qui doit arriver sous des institutions sages,

par ce que l'on a observé sous des institutions vicieuses & dans un état gouverné par des loix égales & justes, une capitale régie par ces mêmes loix, ne doit, ne peut être que le centre des lumières, la sentinelle qui veille à la conservation des droits de tous, le lien commun de toutes les provinces; le modèle du respect pour l'autorité légale, & le boulevard de la liberté.

« Daignez donc accueillir nos justes & respectueuses réclamations, & ne doutez jamais que nous ne soyons également disposés, quelle que puisse être votre décision, à donner l'exemple de la reconnaissance ou celui de la soumission.

Les députés de la commune de Paris qui ont présenté cette adresse, étoient MM. de Messémi, de Condorcet, des Essarts, l'abbé Fauchet, Thuriot de la Rosière, Ameilhon, Robin, Ravault, Vermeil & de Blanquemure.

Réponse de M. le président.

M E S S I E U R S ,

« La nouvelle division du royaume aura une telle influence sur la liberté publique & la prospérité de l'état, que c'est pour les représentans de la nation un devoir rigoureux de terminer bientôt cette partie importante de leurs travaux. L'assemblée nationale prendra en considération la demande de la commune de Paris, & elle écoutera toujours avec intérêt les citoyens de la capitale qui ont donné des preuves si distinguées de leur patriotisme. »

La question importante que présente à la décision du comité la capitale du royaume, tient également aux principes de politique, de morale, d'économie & d'administration. Nous rendrons compte des débats qu'elle pourra occasionner, quand elle sera portée devant l'assemblée nationale.

M. Aubert, curé de Couvignon, a présenté, au nom

de MM. les curés & paroissiens de Saint-Pierre de Bar-sur-Aube , un don patriotique d'argenterie pesant 48 marcs , 4 onces , faisant la somme de 2594 liv.

Ces habitans ont chargé quatre jeunes citoyens , les sieurs Marcellin , Pilhart , Frejaques & Haumonté , de présenter cette offrande ; ils ont été invités d'assister à la séance.

Séance d'hier.

Une lettre de Villeneuve-le-Roi a annoncé l'arrestation d'une charrette chargée d'argent , & l'assemblée a décrété que le comité des recherches se transporterait sur-le-champ au bureau des Messageries , pour y faire des perquisitions.

Après l'annonce de plusieurs dons considérables , faits par les gardes nationales de Paris & de Versailles & par les habitans du Dauphiné , M. l'abbé Mauri a dit , que l'assemblée nationale ne pouvoit rien faire d'utile en finance , si elle ne connoissoit précisément l'état de la dette publique. Il a proposé de décréter qu'il sera nommé un comité de dix membres chargé de constater la dette publique dans tous ses détails , & d'en rendre compte le plutôt possible au représentans de la nation.

M. Dambli a répondu à cette motion , disant que le comité des finances avoit préparé un plan sur les dépenses des divers départemens , & sur les économies dont ils étoient susceptibles ; que le travail actuel est sur le mode de remplacement d'imposition territoriale ; que le comité feroit part de ses travaux samedi prochain , & qu'il n'étoit arrêté que sur les deux départemens de la guerre & de la marine , pour lesquels l'assemblée n'avoit encore rien prononcé.

La motion de M. l'abbé Mauri a été ajournée.

L'ordre du jour étoit pour quelques articles à ajouter au décret sur les municipalités.

M. Chapellier a lu le premier article sur l'incompatibilité des fonctions municipales & militaires à exercer en même temps dans la même ville.

M. Cazalet disoit que c'étoit exclure les militaires François des municipalités.

M. Moreau vouloit que tout militaire en activité ne pût exercer les fonctions municipales.

» Il n'est pas possible, disoit M. de Noailles, de nommer officier municipal un militaire qui doit être à cent lieues de sa ville.

» L'article du comité exprime une grande vérité, ajoutoit M. de Liancourt; on ne peut pas ordonner & exécuter tout à la fois. Il est inutile d'exprimer l'exclusion des militaires en activité; on sera libre de ne pas les nommer.»

M. Regnaud vouloit, au contraire, que l'article exprimât l'incompatibilité entre l'exercice militaire actuel & les fonctions administratives; si l'officier est en garnison, ses fonctions sont exclusives de la municipalité: s'il est en furlieu, il ne peut remplir toute la durée des fonctions.

M. Dambli trouvoit fort simple d'exclure les officiers en activité; il demandoit une exception pour les officiers généraux qui demeurent chez eux.

Mais les officiers ne sont-ils pas censés être toujours en activité, & ne peuvent-ils pas être appelés à tout instant? Aussi a-t-on déclaré qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur l'amendement de M. Dambli.

Sans doute il ne falloit pas prononcer une exclusion absolue, puisqu'il s'agissoit seulement de dire que les commandans & les états majors des places ne pouvoient être employés dans les municipalités, parce que celui qui exécute ne doit pas commander. L'article du comité mis aux voix a été décrété ainsi :

» Nul citoyen ne pourra exercer en même-temps dans la même ville ou communauté les fonctions municipales & les fonctions militaires. »

L'article suivant étoit relatif au serment que doivent prêter le président & le secrétaire des assemblées primaires de canton, ou des assemblées de communauté. On a proposé d'ajouter que quiconque refuseroit de prêter le serment, seroit exclus de l'assemblée.

Cet amendement n'étant point appuyé, on est allé aux voix sur l'article qui a été décrété ainsi :

« Aux prochaines élections, lorsque les assemblées primaires des citoyens actifs de chaque canton, ou les assemblées particulières de chaque communauté auront été formées, & aussi-tôt après que le président & le secrétaire auront été nommés, il sera, avant de procéder à aucune autre élection, prêté par le président & le secrétaire en présence de l'assemblée, entre les mains du président, le serment de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi & au roi, de choisir en leur ame & conscience les plus dignes de la confiance publique, & de remplir avec zèle & courage les fonctions civiles & politiques qui pourront leur être confiées. Ceux qui refuseront de prêter ce serment seront incapables d'élire & d'être élus ».

Après avoir formé la constitution des municipalités, il étoit instant de les ramener à exécution pour appaiser les peuples si fatigués de leur ancienne administration.

M. Chapelier a lu un article tendant à faire nommer les nouveaux officiers municipaux dans tout le royaume huit jours après la publication des décrets ; mais M. Pison trouvoit cet article prématuré, & vouloit qu'on attendît que les décrets sur les districts & les départemens fussent envoyés, & il concluoit à l'ajournement de l'article.

M. Foucaud & M. l'abbé Gouttes soutenoient la même opinion pour éviter, disoient-ils, que cet article prématuré ne fût mal interprété comme bien d'autres.

Suivant M. de Crillon, l'article n'étoit pas assez clair, en ce qu'il ne désignoit pas les époques des élections, & que ces mots, *sans délai*, étoient vagues & équivoques.

M. Pison retractant alors sa motion de l'ajournement, demandoit qu'il fût fixé un jour pour arrêter la division des départemens & des districts; & l'ajournement a été abandonné.

M. Destourmel a demandé aussi que les élections municipales fussent fixées à la huitaine après la réception des décrets.

M. Prieur vouloit qu'on les envoyât au dimanche pour les campagnes.

M. Regnaud craignant qu'il n'y eût des divisions dans plusieurs municipalités, demandoit que le pouvoir exécutif fût autorisé à nommer un commissaire pour terminer ces divisions; mais M. Prieur s'est opposé fortement à cette proposition qu'il a prouvé être inutile & dangereuse. Il a demandé la question préalable qui a été adoptée.

C'est d'après ces différentes observations, que l'article a été de nouveau rédigé & décrété en ces termes :

« L'assemblée nationale décrète que, huit jours après la publication des décrets relatifs aux municipalités, laquelle sera faite sans délai, il sera procédé à leur exécution, & qu'en conséquence, les citoyens actifs de chaque communauté s'assembleront pour composer les municipalités, conformément aux règles prescrites par les décrets de l'assemblée; les anciens officiers municipaux ou les syndics, ou ceux qui sont actuellement en possession d'en exercer les fonctions, seront tenus de faire la convocation ».

On a passé à un article de constitution concernant les suppléans; il a été décrété aussi-tôt; le voici :

« Le premier élu des suppléans sera le premier appelé en remplacement; le second après lui, &c ainsi de suite ».

« Un autre article, relatif au nom que porteroient les officiers municipaux, a été rectifié dans la rédaction sur une observation de M. Coupé; il est conçu ainsi :

« Les citoyens qui seront élus pour remplir avec le maire les places de la municipalité, porteront dans tout le royaume le seul nom d'officiers municipaux ».

L'article des préséances & des cérémonies publiques, fut toujours en France l'objet des prétentions des particuliers; & de la vanité des corps. Malgré les principes d'égalité & de liberté, il a fallu s'occuper encore des vains honneurs de la préséance. On a proposé un article, qui portoit que les administrations de département & de districts; & les corps municipaux, auront dans toutes les cérémonies publiques, comme *représentans le peuple*, la préséance sur les corps ecclésiastiques, civils & militaires.

Plusieurs nobles se sont élevés d'une manière violente contre ces expressions, *représentans du peuple*. Ils vouloient qu'on y substituât celui de nation ou de commune, comme si le nom de *peuple* étoit encore couvert de la rouille du préjugé, comme si le nom de peuple, consacré en Angleterre par le titre de *majesté*, & honoré en Amérique, comme le seul qui désigne une nation libre, pouvoit être méconnu ou avili dans un pays qui vient de conquérir sa liberté.

Il s'est élevé une improbation marquée contre ceux qui vouloient effacer de l'article proposé ce nom de *peuple*.

M. Coupé a fait diversion à ces débats pour demander la préséance pour les ecclésiastiques, dans les cérémonies publiques, ce qui n'a pas éprouvé de contradiction.

L'assemblée ayant été consultée sur cet article, l'épreuve a paru douteuse; on a enfin consenti à l'ajournement de l'article.

M. Duport a proposé d'envoyer vers le roi une députation, composée de soixante membres, à l'occasion du nouvel an : ce qui a été aussi-tôt accepté.

Le comité des recherches de la commune de Paris ayant envoyé le procès-verbal du meurtre commis, dans la nuit du 27 au 28, sur une sentinelle de la garde nationale ; la lecture en a été faite par un de MM. les secrétaires. Il paroît que le motif de cet envoi étoit de faire connoître un complot abominable contre M. de la Fayette.

Cette lecture a été d'abord interrompue par quelques clameurs, mais quand le billet trouvé sur la sentinelle a été lu, une grande partie de l'assemblée a témoigné la plus grande indignation, & aussi-tôt MM. de Lameth, l'abbé Latil, le curé de Souppes, & autres membres, ont fait la motion expresse que le procès-verbal & la lettre d'envoi seroient remis sur-le-champ au comité des recherches, pour qu'il s'occupât incessamment de cette affaire ; ce qui a été adopté par acclamation.

M. Castellanes a commencé le rapport de l'affaire de Toulon qui a été ajournée à aujourd'hui.

Avant la fin de la séance les commissaires du comité des recherches ont dit que les sommes d'argent arrêtees à Villeneuve-le-Roi, étoient envoyées par des négocians de Paris au commerce de Lyon & de Montpellier, & qu'elles étoient enregistrées à la messagerie ; que cet envoi n'avoit paru suspect que par une négligence des commis.

M. Biozat a rendu compte de cette affaire, & il a conclu à ce que M. le président écrivît pour que l'on remit en liberté les voitures ; ce qui a été adopté.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

R

A

tra

dét

mil

I

con

gén

de

ont

M

rela

pré

affin

châ

qua

mè

rece

& u

mai

pro

peu

de

M

crir